

**Convention collective**

IDCC : 9455. – **EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES  
(LOIRET)**  
**(10 juillet 2007)**

■ *Journal officiel* du 28 août 2008

**Arrêté du 21 août 2008 portant extension de la convention collective de travail concernant les exploitations maraîchères du département du Loiret (n° 9455)**

NOR : AGRF0820397A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu la convention collective de travail du 10 juillet 2007 concernant les exploitations maraîchères du département du Loiret ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 8 avril 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, les dispositions de la convention collective de travail du 10 juillet 2007 concernant les exploitations maraîchères du département du Loiret, à l'exclusion :

- des mots « et signataires de la présente convention ou adhérent à celle-ci » figurant au septième alinéa de l'article 13 (Délégués syndicaux interentreprises) ;
- des mots « En principe » ouvrant le deuxième alinéa du 2 de l'article 68-2 (Départ en retraite).

L'article 54 (Absence pour maladie ou accident de la vie privée – Accident de trajet) est étendu sous réserve de l'application des articles L. 1132-1 et L. 1232-1 du code du travail et sous réserve du respect des dispositions des articles L. 1226-2, L. 1226-3 et L. 1226-4 du même code.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de la convention collective susvisée est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ladite convention.

## Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 août 2008.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du bureau  
de la réglementation du travail  
et du dialogue social,*

M. VALOIS

*Nota.* – Le texte de cette convention a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/22, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.